

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 16 mars 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public", et en ayant délibéré en ses séances des 25 avril, 2 mai et 9 mai 1990, a donné le 9 mai 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 maart 1990 door de Minister van Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 25 april, 2 mei en 9 mei 1990, en op 9 mei 1990 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.Dispositif.Article 1er.

Le paragraphe 2 doit être inséré dans la section V relative aux dispositions transitoires.

Du point de vue de la légistique, l'équivalent, en néerlandais du terme "section" est le terme "afdeling" et non le terme "sectie".

Article 2.

Au 1E, deuxième ligne, il faut écrire en français "au rapport" au lieu de "le rapport".

Dans le texte néerlandais du 2E, première ligne, il y a lieu d'écrire : "wordt het tweede tot het vierde lid".

Au 3E, première ligne, il faut écrire : "les alinéas 1er et 2 ...".

Les tirets doivent être remplacés par 1E et 2E.

Cette observation vaut pour les articles 3, 18, 21, § 1er, 2E, 26, 42, 44, 48, 3E.

.../...

Article 4.

L'article 4 qui modifie l'article 6 de la loi du 15 mai 1984 appelle des réserves dans la mesure où le bénéfice de la pension en faveur du conjoint déchu de l'autorité parentale est exclu. Cette exclusion pourrait se faire indirectement au détriment de l'enfant qui, par ailleurs, conserve son droit à la pension alimentaire à charge de l'auteur déchu.

Article 6.

Le texte français de l'article 8 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art.8. Si au décès de l'agent, il y a simultanément un conjoint divorcé et un conjoint survivant, il est réparti ... (la suite comme au projet)".

Dans le texte néerlandais de cet article, il faut remplacer les mots "globaal pensioen" par les mots "totaal pensioen".

Article 7.

La première phrase de l'article 9, alinéa 2, en projet devrait être rédigée à l'image de la seconde phrase.

Articles 8 et 9.

Le texte français de l'article 14 et de l'article 15 en projet, en son début, appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'article 8 en projet.

D'autre part, il faut écrire : "qui ne sont pas issus de ce conjoint et de l'agent décédé, ...".

Article 10.

L'article 18, § 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Si des fonctions ... et dont la prise en considération nuirait à l'intéressé, sont considérés comme inexistants".

Article 12.

Le 1E de l'article 12 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"1E l'alinéa 1er est complété comme suit :

"Il est également applicable aux orphelins dont la mère, qui avait été assujettie à un régime de pension de retraite visé à l'article 1er, est décédée avant le 1er mai 1984 et qui deviennent orphelins de père et de mère, après cette date".

.../...

BV.

- -

L. 19.752/2.

Au 2E, pour tenir compte de l'intention exprimée dans l'exposé des motifs, mieux vaut écrire :

"Toutefois, ... l'allocation lui est, lors du renouvellement suivant, accordée à titre définitif".

Article 21.

Le premier tiret, devenant 1E, serait mieux rédigé comme suit :

"1Eaux personnes dont les services ont pris fin à la suite d'une sanction disciplinaire la plus grave ...;

2E ...".

Article 26.

La phrase liminaire de l'article 26 doit être rédigée comme suit :

"Art. 26. L'article 8 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, modifié par les lois du 10 janvier 1886 et du 25 mars 1937, est remplacé par la disposition suivante : "Article 8 ...".

Article 27.

.../...

Il vaudrait mieux diviser l'article 27 en deux alinéas, rédigés comme suit :

"Art. 27. Dans l'article 15 de la même loi, rétabli par la loi du 13 avril 1965, les mots "Par dérogation à l'article 8, alinéa 1er" sont remplacés par les mots "Par dérogation à l'article 8, § 1er".

Dans l'article 16 de la même loi, rétabli par la loi du 20 juillet 1977, les mots "Par dérogation à l'article 8, alinéa 1er" sont remplacés par les mots "Par dérogation à l'article 8, § 1er".

Article 28.

La dernière phrase de l'article 49, alinéa 1er, en projet serait mieux rédigée, en français, comme suit : ", le tout sans rappel pour les termes échus".

Article 30.

Dans la phrase liminaire, avant les mots "est remplacée par la sous-rubrique suivante", il convient d'ajouter : ", insérée par la loi du 22 décembre 1977".

Articles 31 à 34.

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement serait d'abroger les articles 2, 5 et 6 de la loi du 26 avril 1865 qui apporte des modifications aux lois sur les pensions civiles, la loi du 10 mai 1866 apportant des modifications aux lois sur les pensions en faveur du personnel attaché aux établissements normaux d'instruction primaire et des inspecteurs de l'enseignement primaire rétribués par le Trésor public, l'article 7, alinéa 4, de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs et instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins, la loi du 31 mars 1884 relative aux dispositions complémentaires de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins, ainsi que l'arrêté royal du 31 décembre 1884 contenant règlement relatif au mode de liquidation de la pension des personnes attachées aux établissements d'enseignement des communes et recevant un traitement sur les fonds alloués au budget communal.

Il en résulte qu'il faut omettre les articles 31 à 34 de la loi en projet et qu'il faut viser dans la disposition abrogatoire les textes législatifs ou réglementaires précités.

Quant à la règle suivant laquelle la pension est liquidée à raison, pour chaque année de service, de 1/55e

de la moyenne du traitement des cinq dernières années, elle doit, suivant le fonctionnaire, être insérée dans la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant en remplaçant l'article 1er de la loi précitée par un texte nouveau.

.../...

A la suite de l'omission des articles 31 à 34 et de la nécessité d'insérer une disposition modificative d'une loi qui n'est pas mentionnée dans les articles précités, il faudra restructurer cette partie du projet.

Article 36.

La phrase liminaire pourrait être rédigée de la manière suivante :

"L'article 4, alinéa 1er, des mêmes lois, est remplacé par l'alinéa suivant : "Les années de service ...".

Article 39.

L'article 39, § 2, en tant qu'il remplace l'article 1er de la loi du 7 mars 1935 par un article 1er, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. § 1er. Les personnes agréées par l'Administration de la marine en qualité de sauveteurs volontaires pour assurer le sauvetage maritime le long du littoral belge cessent d'office leurs activités à la fin du mois au cours duquel elles atteignent l'âge de cinquante-cinq ans".

L'article 1er, § 2, alinéa 1er, de la loi du 7 mars 1935 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Les sauveteurs volontaires atteints par la limite d'âge fixée au § 1er reçoivent à charge du Trésor public une pension établie conformément à la législation sur les

.../...

pensions civiles. Toutefois, par dérogation à l'article 1er de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, l'âge requis est fixé à cinquante-cinq ans et le minimum d'années de service est fixé à dix".

Article 42.

Au 1E, alinéa 4, par souci d'uniformiser la terminologie, il y a lieu de remplacer, dans le texte français, le mot "incapable" par le mot "inapte".

Article 44.

Le 2E serait mieux rédigé comme suit :

"Les diplômes de l'enseignement de jour qui ... de l'entrée en vigueur de la présente loi au 1er janvier 1970 relèvent ...".

La même observation vaut pour l'article 48, 3E.

Article 45.

A l'article 34, alinéa 1er, il convient d'écrire :

"Art. 34. La bonification prévue à l'article 33, alinéa 1er, est égale au nombre minimum d'années d'études requis pour l'obtention du diplôme. ...".

.../...

Article 46.

Il y a lieu d'écrire à la troisième ligne "les mots
"est déduite de la durée de la bonification" ...".

La même observation vaut pour l'article 49.

Article 47.

A l'article 37, § 3, alinéa 1er, il faut écrire :

", de cet arrêté peut être prise en compte pour le calcul de
chacune de ces pensions mais, ...".

La même observation vaut pour l'article 50.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire :

"Il est tenu compte de la bonification du diplôme
que pour les pensions visées par l'alinéa 1er".

La même observation vaut pour l'article 50.

Article 65.

Suivant les informations fournies par le
fonctionnaire délégué, devraient être ajoutés dans la
disposition abrogatoire, les textes suivants :

.../...

- "a) les articles 2, 5 et 6 de la loi du 26 avril 1865 qui apporte des modifications aux lois sur les pensions civiles;
- b) la loi du 10 mai 1866 apportant des modifications aux lois sur les personnes en faveur du personnel attaché aux établissements normaux d'instruction primaire et des inspecteurs de l'enseignement primaire rétribués par le Trésor public;
- c) l'article 7, alinéa 4, de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs et instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins;
- d) la loi du 31 mars 1884 relative aux dispositions complémentaires de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins;
- e) l'arrêté royal du 31 décembre 1884 contenant le règlement relatif au mode de liquidation de la pension des personnes attachées aux établissements d'enseignement des communes et recevant un traitement sur les fonds alloués au budget communal;
- f) la loi du 9 août 1881 relative aux pensions du personnel administratif et enseignant de l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers, de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et du Conservatoire royal de musique de Gand".

.../...

Il convient, dès lors, d'insérer après le 1E, un 2E, 3E, 4E, 5E, 6E et 7E nouveaux afin d'énumérer dans le texte en projet, les textes précités.

Article 67.

L'article 67 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 67. Les pensions affectées par les modifications apportées par le présent chapitre à la législation existante, sont revisées d'office pour autant que ces pensions aient pris cours à la date à laquelle la disposition modifiée a produit ses effets".

L'observation concernant l'expression "date d'entrée en vigueur" vaut également pour les articles 69, § 1er, alinéa 2, et 70.

Article 72.

L'article 72 crée une discrimination entre les personnes qui ont perçu leur pension avant la publication de la loi en projet et les personnes qui, tout en ayant droit à cette pension, n'en ont pas obtenu le paiement soit à la suite du retard de l'Administration, soit en raison d'un litige dont cette pension ferait l'objet.

Dès lors, l'article 72 doit être revu.

.../...

Article 74.

Compte tenu de ce que l'article en projet prévoit certaines modifications qui produisent leurs effets à une date autre que celle de l'entrée en vigueur de la loi en projet, il se justifie de remplacer l'intitulé de la section VI par l'intitulé suivant :

"Section VI. Entrée en vigueur et applicabilité".

+

L'intitulé du chapitre II serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre II. Renonciation à une pension".

Article 77.

Il convient d'écrire en français : "l'organisme qui a accordé la pension.".

Article 80.

Il y a lieu d'écrire, à l'avant-dernière ligne, "... la présente loi a été publiée au Moniteur belge".

.../...

DV.

- 15 -

L. 19.752/2.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Bepalend gedeelte.Artikel 1.

Paragraaf 2 moet worden ingevoegd in afdeling V betreffende de overgangsbepalingen.

In de wetgevingstechniek worden de onderverdelingen van hoofdstukken "afdelingen" genoemd, niet "secties".

Artikel 2.

In de Franse tekst van de bepaling onder 1E, tweede regel, schrijve men "au rapport" in plaats van "le rapport".

In de bepaling onder 2E, eerste regel, schrijve men : "wordt het tweede tot het vierde lid".

In de bepaling onder 3E, eerste regel, schrijve men : "het eerste en het tweede lid ...".

De streepjes moeten worden vervangen door 1E en 2E.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 3, 18, 21, § 1, 2E, 26, 42, 44, 48, 3E.

Artikel 4.

.../...

Bij artikel 4, dat artikel 6 van de wet van 15 mei 1984 wijzigt, moet enig voorbehoud worden gemaakt omdat een pensioen ten voordele van de echtgenoot die uit de ouderlijke macht is ontzet, wordt uitgesloten. Die uitsluiting zou onrechtstreeks ten nadele van het kind kunnen zijn; dat kind behoudt overigens zijn recht op een uitkering tot onderhoud ten laste van de ouder die uit de ouderlijke macht ontzet is.

Artikel 6.

De Franse tekst van het ontworpen artikel 8 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 8. Si au décès de l'agent, il y a simultanément un conjoint divorcé et un conjoint survivant, il est réparti ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de Nederlandse tekst van dit artikel moeten de woorden "globaal pensioen" telkens worden vervangen door de woorden "totaal pensioen".

Artikel 7.

De eerste zin van het ontworpen artikel 9, tweede lid, zou moeten worden geredigeerd naar het voorbeeld van de tweede zin.

Artikelen 8 en 9.

Bij het begin van de Franse tekst van het ontworpen artikel 14 en het ontworpen artikel 15 moet dezelfde opmerking worden gemaakt als bij het ontworpen artikel 8.

Verder schrijve men : "niet uit deze echtgenoot en het overleden personeelslid geboren wezen ...".

Artikel 10.

Artikel 18, § 2, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien ambten ... waarvan het in aanmerking nemen nadeel zou toebrengen aan de belanghebbende, als niet bestaande beschouwd".

Artikel 12.

De bepaling onder 1E van artikel 12 van het ontwerp zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1E het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

"Hij is eveneens toepasselijk op de wezen van wie de moeder, die onderworpen was aan een in artikel 1 bedoelde rustpensioenregeling, overleden is vo, 'o, 'r 1 mei 1984 en die na die datum hele wezen worden".

In de bepaling onder 2E zou het, om rekening te houden met de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoeling, beter zijn te schrijven :

.../...

"Indien evenwel een persoon ... werd vernieuwd, wordt de tegemoetkoming hem bij de volgende vernieuwing definitief toegekend".

Artikel 21.

De bepaling na het eerste streepje, dat punt 1E wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1Eop de personen van wie de dienst werd beëindigd als gevolg van de zwaarste in hun statuut bepaalde tuchtstraf ...;

2E ...".

Artikel 26.

De inleidende volzin van artikel 26 moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 26. Artikel 8 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, gewijzigd bij de wetten van 10 januari 1886 en 25 maart 1937, wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 8 ...".

Artikel 27.

Artikel 27 zou beter worden ingedeeld in twee leden, geredigeerd als volgt :

.../...

"Art. 27. In artikel 15 van dezelfde wet, opnieuw opgenomen door de wet van 13 april 1965, worden de woorden "In afwijking van artikel 8, eerste lid" vervangen door de woorden "In afwijking van artikel 8, § 1".

In artikel 16 van dezelfde wet, opnieuw opgenomen door de wet van 20 juli 1977, worden de woorden "In afwijking van artikel 8, eerste lid" vervangen door de woorden "In afwijking van artikel 8, § 1".

Artikel 28.

De laatste zin van het ontworpen artikel 49, eerste lid, zou in de Franse tekst beter als volgt worden geredigeerd :
", le tout sans rappel pour les termes échus".

Artikel 30.

In de inleidende volzin dient vo,'o,'r de woorden "vervangen door de volgende onderrubriek" nog te worden geschreven : ", ingevoegd door de wet van 22 december 1977".

Artikelen 31 tot 34.

Volgende de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling van de Regering te voorzien in de opheffing van de artikelen 2, 5 en 6 van de wet van 26 april 1865 tot wijziging van de wetten op de burgerlijke pensioenen, de wet van 10 mei 1866 tot wijziging van de wetten op de pensioenen ten voordele van het personeel verbonden aan de kweekscholen van lager onderwijs en van de opzieners van het lager onderwijs, die een jaarwedde op de Openbare Schatkist genieten, artikel 7, vierde lid, van de wet van 16 mei 1876 op de pensioenen der gemeenteleraars en -onderwijzers en hunner weduwen en wezen, de wet van 31 maart 1884 betreffende de volledigende bepalingen der wet van 16 mei 1876 op de pensioenen der gemeenteleraars en -onderwijzers en hunner weduwen en wezen, alsook het koninklijk besluit van 31 december 1884 houdende verordening betreffende de wijze van vereffenen der pensioenen van de personen welke aan gemeentelijke onderwijsgestichten gehecht zijn en ene jaarwedde ontvangen op de gelden door de gemeentebegrotingen bewilligd.

Daaruit volgt dat de artikelen 31 tot 34 van de ontworpen wet moeten vervallen en dat de bovengenoemde wet- of verordeningsteksten in de opheffingsbepaling moeten worden vermeld.

Wat de regel betreft volgens welke het pensioen wordt vereffend naar rata, voor elk jaar dienst, van 1/55e van de gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar, die moet volgens de gemachtigde ambtenaar worden ingevoegd in de wet van 18 mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel, door artikel 1 van die wet te vervangen door een nieuwe tekst.

.../...

Doordat de artikelen 31 tot 34 vervallen en doordat het nodig is om een bepaling in te voegen tot wijziging van een wet die niet vermeld wordt in die artikelen, moet dat gedeelte van het ontwerp anders ingericht worden.

Artikel 36.

De inleidende volzin zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 4, eerste lid, van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgende lid : "De jaren werkelijke dienst ...".

Artikel 39.

Artikel 39, § 2, zou, voor zover het artikel 1 van de wet van 7 maart 1935 vervangt door artikel 1, § 1, beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1, § 1. De personen die door het Bestuur van het Zeewezen zijn erkend als vrijwillige redders ten behoeve van de reddingsdienst aan de Belgische kust houden van ambtswege op met hun werkzaamheden op het einde van de maand waarin zij de leeftijd van vijfenvijftig jaar bereiken".

Artikel 1, § 2, eerste lid, van de wet van 7 maart 1935 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De vrijwillige redders die de in § 1 bepaalde leeftijdsgrens bereiken, krijgen ten laste van de Openbare

Schatkist een pensioen dat wordt bepaald overeenkomstig de wetgeving op de burgerlijke pensioenen. In afwijking van artikel 1 van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wordt evenwel de vereiste leeftijd op vijfenvijftig jaar vastgesteld en het minimumaantal jaren dienst op tien".

Artikel 42.

In de Franse tekst van de bepaling onder 1E, vierde lid, dient, ter wille van de eenvormigheid van de terminologie, het woord "incapable" te worden vervangen door het woord "inapte".

Artikel 44.

De bepaling onder 2E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De diploma's van het dagonderwijs die ... maar bij de inwerkingtreding van deze wet op 1 januari 1970 tot dat onderwijsniveau behoren ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 48, 3E.

Artikel 45.

In artikel 34, eerste lid, schrijve men :

"Art. 34. De in artikel 33, eerste lid, bedoelde bonificatie is gelijk aan het minimumaantal studiejaren dat vereist is om het diploma te bekomen. ...".

Artikel 46.

Op de derde regel schrijve men "de woorden "van de duur van de bonificatie afgetrokken" ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 49.

Artikel 47.

In artikel 37, § 3, eerste lid, schrijve men :

"..., van dat besluit vastgestelde tijdsbonificatie voor een diploma, in aanmerking worden genomen voor de berekening van elk van deze pensioenen. In dat geval ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 50.

In het tweede lid schrijve men :

"Met de diplomabonificatie wordt enkel rekening gehouden voor de pensioenen bedoeld in het eerste lid".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 50.

Artikel 65.

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte informatie zou de opheffingsbepaling met de volgende teksten moeten worden aangevuld :

- "a)de artikelen 2, 5 en 6 van de wet van 26 april 1865 tot wijziging van de wetten op de burgerlijke pensioenen;
- b)de wet van 10 mei 1866 tot wijziging van de wetten op de pensioenen ten voordele van het personeel verbonden aan de kweekscholen van lager onderwijs en van de opzieners van het lager onderwijs, die een jaarwedde op de Openbare Schatkist genieten;
- c)artikel 7, vierde lid, van de wet van 16 mei 1876 op de pensioenen der gemeenteleraars en -onder- wijzers en hunner weduwen en wezen;
- d)de wet van 31 maart 1884 betreffende de volledigende bepalingen der wet van 16 mei 1876 op de pensioenen der gemeenteleraars en -onderwijzers en hunner weduwen en wezen;
- e)koninklijk besluit van 31 december 1884 houdende verordening betreffende de wijze van vereffenen der pensioenen van de personen welke aan gemeentelijke onderwijsgestichten gehecht zijn en ene jaarwedde ontvangen op de gelden door de gemeentebegrotingen bewilligd;

f)de wet van 9 augustus 1881 betreffende de pensioenen van het besturend en onderwijzend personeel der Koninklijke Akademie van Schone Kunsten te Antwerpen, van het Hogere Handelsinstituut te Antwerpen en van de Koninklijke Muziekschool te Gent".

Bijgevolg moet na punt 1E een nieuw 2E, 3E, 4E, 5E, 6E en 7E worden ingevoegd om de bovengenoemde teksten in de ontworpen regeling op te noemen.

Artikel 67.

Artikel 67 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 67. De pensioenen die worden beïnvloed door de wijzigingen die door dit hoofdstuk in de bestaande wetgeving zijn aangebracht, worden ambtshalve herzien op voorwaarde dat die pensioenen zijn ingegaan op de datum waarop de gewijzigde bepaling uitwerking heeft gehad".

De opmerking over de uitdrukking "datum van inwerkingtreding" geldt ook voor de artikelen 69, § 1, tweede lid, en 70.

Artikel 72.

Artikel 72 zorgt voor een ongelijke behandeling van de personen die hun pensioen vo, 'o, 'r de bekendmaking van de ontworpen wet hebben gekregen en de personen die wel recht hebben op dat pensioen maar het niet uitbetaald hebben gekregen, ofwel als gevolg van vertraging bij het bestuur, ofwel omdat er over dat pensioen een geschil bestaat.

Artikel 72 moet dan ook worden herzien.

Artikel 74.

Omdat het ontworpen artikel voorziet in sommige wijzigingen die uitwerking hebben op een andere datum dan de datum van inwerkingtreding van de ontworpen wet, kan het opschrift van afdeling VI worden vervangen door het volgende opschrift :

"Afdeling VI. Inwerkingtreding en toepassing".

+

Het opschrift van hoofdstuk II zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hoofdstuk II. Afstand van een pensioen".

Artikel 77.

.../...

Men schrijve in de Franse tekst : "l'organisme qui a accordé la pension".

Artikel 80.

Men schrijve : "Dit hoofdstuk treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin deze wet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET,
J.-C. GEUS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. RIGAUX,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par
M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door
de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.